MINISTÈRE
DE LA JUSTICE
Liberté
Égalité
Fraternité

MINISTERE DE LA JUSTICE - DIR SG SUD
Bâtiment A - 1er étage - Accueil Justice 1 Place Emile Blouin - CS 20009
31952 TOULOUSE Cedex 9



\- - -

Projet :

DIRSG RENOVATION PALAIS DE JUSTICE ST GAUDENS

\- - -

DCE

CCTP LOT N°06 TRAVAUX DE REVÊTEMENT DE SOL

				Technique			Formalisme
N°Affaire	Date	Ind	N°Doc	Rédigé	Vérifié	Approuvé	Approuvé
Réf : OC 25344	21/10/2026	1	1	DL	KP	OG	OG

Intervenants

Adresse Chantier :	Place du Palais 31800 SAINT GAUDENS
Maître d'ouvrage : MINISTÈRE DE LA JUSTICE *Liberté Égalité Fraternité*	**MINISTERE DE LA JUSTICE - DIR SG SUD** Bâtiment A - 1er étage - Accueil Justice 31952 TOULOUSE Cedex 9
Maitrise d'Oeuvre : ARCHITECTURE CONCEPT SERVICE ARCOSER	**ARCOSER** 2 Rue du Prat 31770 COLOMIERS
Ingénierie TCE : BEMING	**BEMING - Agence Occitanie** 30 Rue Édouard Dallas 65600 SEMEAC

Tableau de révisions

Date	Indice	Objet de la Modification
21/10/2026	1	Première émission

Sommaire

TRAVAUX DE REVÊTEMENT DE SOL 5
06.1 GENERALITES 5
06.1.1 Objet 5
06.2 PRESCRIPTIONS GENERALES 7
06.2.1 Préambule 7
06.2.2 Rappel des règlementations et exigences fondamentales 8
06.2.3 Connaissance des lieux 8
06.2.3.1 Visite du site 9
06.2.3.2 Reconnaissances des existants 10
06.2.3.3 Contraintes environnementales 10
06.2.3.4 État des lieux 11
06.2.3.5 Protection des ouvrages existants 11
06.2.3.6 Conservation des abords 11
06.2.3.7 Objets et vestiges trouvés sur le site 12
06.2.3.8 Démarches et autorisations administratives 12
06.2.3.9 Réception du support 12
06.2.4 Obligations générales des Entreprises 13
06.2.4.1 Règles d'exécutions générales 13
06.2.4.2 Qualifications des Entreprises 13
06.2.4.3 Responsabilités des Entreprises 14
06.2.4.4 Conditions particulières d'exécution des travaux en milieu occupé 14
06.2.4.5 Contrôle des ouvrages 15
06.2.5 Contenues du prix du marché – Consistance des travaux 16
06.2.5.1 Conditions du chiffrage 17
06.2.5.2 Variantes et options 17
06.2.5.3 Dépenses d'intérêt commun – Compte prorata 18
06.2.6 Prescriptions relatives aux fournitures, matériaux et matériels 19
06.2.6.1 Échantillons 19
06.2.6.2 Agrément des matériaux 20
06.2.6.3 Contrôle et réception des matériaux et matériels sur chantier 20
06.2.6.4 Matériaux et matériels de récupération 21
06.2.7 Coordination avec les différents corps d'états 21
06.2.8 Phasages et logistiques de l'opération 22
06.2.9 Horaires d'intervention 22
06.2.10 Pièces contractuelles du marché – Rappel 22
06.2.11 Documents à remettre 23
06.2.11.1 Planning d'exécutions des travaux 23
06.2.11.2 Documents à remettre à l'issu de la période préparatoire 23
06.2.11.3 Documents établis pendant le chantier 24
06.2.11.4 Documents à remettre à la fin des travaux 24
06.2.12 Prescriptions relatives à la sécurité et la santé des ouvriers 25
06.2.12.1 Sécurité générale du chantier 25
06.2.12.2 Limitation des nuisances 26
06.2.12.3 Bruit de chantier 26
06.3 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES 27
06.3.1 Documents d'ordre législatifs 27
06.3.2 Rappel des textes réglementaires 27

06.3.3 Règlementation Acoustique 27
06.4 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES RELATIVES AUX TRAVAUX DE REVETEMENT DE SOL 28
06.4.1 Dispositions générales 28
06.4.2 Dispositions techniques 29
06.4.3 Spécification relatives aux travaux 30
06.5 DESCRIPTION DES TRAVAUX DE REVÊTEMENT DE SOL 31
Nota : L'ensemble des revêtements de sol devra bénéficier des avis techniques ou documents techniques en vigueur, attestant de leur compatibilité avec les supports et les locaux concernés. 31
06.5.1 Travaux de revêtement de sols souples 31
06.5.2 Système douche 35
06.5.3 Travaux de revêtement de sols durs 39
06.5.4 Travaux de faïence 41
06.5.5 Travaux divers 42

TRAVAUX DE REVÊTEMENT DE SOL

06.1 GENERALITES

06.1.1 Objet

06.1.1.1 Présentation de l'opération

Le projet de rénovation intérieure du palais de justice s'inscrit dans l'amélioration du fonctionnement du palais de justice.
On notera que l'objet du présent marché ne porte pas sur la rénovation énergétique du tribunal. Ces travaux de ventilation, chauffage, climatisation et respect du décret BACS feront l'objet d'un prochain programme de travaux et de maitrise d'œuvre de la part de la MOA.
Les travaux se situent à l'adresse :

Rue Raymond Troplong,
31800 Saint-Gaudens



06.1.1.2 Contraintes d'exploitation

Les travaux seront réalisés en site occupé, avec maintien de l'activité du Palais.
À ce titre, les entreprises devront intégrer les contraintes suivantes :

- Phasage / maintien en activité : définition des zones accessibles et des zones interdites au public, maintien des circulations et des accès existants pendant toute la durée des travaux.
- Accès entreprises et livraisons : créneaux horaires autorisés, points d'accès dédiés, conditions de stationnement, zones de stockage autorisées ou non, procédures de sécurité spécifiques au site.
- Nuisances : interventions bruyantes strictement encadrées (plages horaires définies, restrictions possibles selon l'activité du tribunal).
- Site sensible / sûreté : contrôle des accès, délivrance de badges, accompagnement éventuel du personnel, zones interdites, respect des consignes spécifiques liées à un bâtiment judiciaire.

06.1.1.3 Classement incendie du bâtiment

Le bâtiment est un ERP de type W (administrations, banques et bureaux) et L de 5e catégorie.
Les travaux devront préserver le degré coupe-feu existant des ouvrages concernés.
Toutes les traversées de réseaux, percements et reprises de cloisons devront faire l'objet d'un calfeutrement réglementaire conforme aux exigences de sécurité incendie.

06.1.1.4 Règlementation thermique

Le bâtiment est soumis à la RT existant élément par élément.

06.1.1.5 Accessibilité / PMR

Les travaux devront respecter la réglementation en vigueur relative à l'accessibilité des personnes à mobilité réduite (PMR).
À ce titre :

- Les largeurs de circulation, ressauts, seuils, manœuvres de portes, hauteurs d'équipements et sanitaires concernés devront être conformes aux normes PMR.
- Les seuils et barres de seuil devront être traités sans ressaut (0 ressaut) ou avec profil PMR adapté, en fonction des contraintes de l'existant.

06.1.1.6 Allotissement

Le présent projet sera alloti de la façon suivante :

Lot n°01 : Installation de chantier - Démolition - Gros œuvre
Lot n°02 : Plâtrerie
Lot n°03 : Menuiseries intérieures et extérieures - Agencement
Lot n°04 : CVC - Plomberie - Sanitaire
Lot n°05 : Électricité
Lot n°06 : Revêtement de sol
Lot n°07 : Peinture

06.2 PRESCRIPTIONS GENERALES

06.2.1 Préambule

Avant la remise de son offre, l'Entreprise devra obligatoirement prendre une parfaite connaissance du présent CCTP.

L'ensemble des clauses techniques générales citées ci-après feront partie intégrante de la consistance des travaux de l'Entreprise du présent lot et seront à prévoir dans son offre soit par des prix unitaires particuliers ou d'ensemble, soit intégrés aux prix unitaires de sa proposition du prix global et forfaitaire.

L'Entreprise devra vérifier soigneusement toutes les cotes et données métriques portées sur les plans et s'assurer de leur concordance avec les plans d'ensemble et les devis descriptifs.

L'Entreprise devra s'assurer sur place de la possibilité de respecter les cotes données. Elle devra signaler en temps utile, au Maître d'œuvre, les erreurs ou omissions qu'elle pourrait déceler.

L'Entreprise devra fournir tous les plans d'exécution des travaux projetés en deux exemplaires au Maître d'œuvre et au Contrôleur technique qui retourneront un exemplaire avec accord ou observations.

En aucun cas, les travaux ne pourront commencer sans l'approbation de ces documents.

Par ses connaissances professionnelles, l'Entreprise devra suppléer aux éventuels oublis, erreurs et/ou imprécisions du dossier. Elle ne pourra en aucun cas les évoquer pour se soustraire à ses obligations de bonne exécution et finitions des ouvrages, et ne pourra jamais faire l'objet d'une demande de supplément sur ses prix. Elle devra prévoir toutes les sujétions de mise en œuvre, même lorsqu'elles ne sont pas explicitement mentionnées. Devront être exécutés comme étant dans le prix sans exception ni réserve, tous les travaux de la profession nécessaires et indispensables pour l'achèvement complet des ouvrages et permettant une utilisation satisfaisante dans le cadre de l'ensemble de l'opération.

Tout ce qui figure sur les pièces graphiques mais qui n'est pas écrit dans le CCTP a la même valeur que si les indications sont portées à la fois sur les pièces écrites et sur les pièces graphiques. Elles seront dans tous les cas dues par les Entreprises. Au cas où la non-concordance entre deux ou plusieurs documents peut donner lieu à interprétation, l'appréciation en revient d'autorité au Maître d'œuvre. D'une façon générale, la solution retenue sera celle conduisant à la prestation la plus complète et de la meilleure qualité.

06.2.2 Rappel des règlementations et exigences fondamentales

Il est rappelé aux Entreprises du présent lot, que les exigences fondamentales qui s'appliquent aux projets de construction sont les suivantes :

- La sécurité incendie,
- L'accessibilité du bâtiment, du site,
- La prévention des risques naturels et technologiques (séisme, inondation, etc.),
- La protection contre le bruit,
- La santé des occupants et la protection de l'environnement,
- La performance énergétique et la règlementation thermique,
- L'écoconstruction et la qualité environnementale du bâtiment, du site.

L'opération devra répondre à l'ensemble des règlementations définies par ces chapitres, selon le type et la nature du projet.

06.2.3 Connaissance des lieux

Pour procéder à l'étude estimative de son offre, l'Entreprise sera tenue de :

- Se rendre sur les lieux où devront être réalisés les travaux,
- Avoir pris une parfaite connaissance de la nature, de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées, ainsi que toutes les indications sur les plans annexés du présent projet,
- Avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage de matériaux, des disponibilités en eau, en énergies électriques, etc.
- Avoir pris tous les renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations,
- Consulter et contrôler toutes les indications des documents constituant le dossier Marché, plans, CCTP, CCAP, etc.
- S'assurer que ces indications sont exactes, suffisantes et concordantes,
- S'enquérir de tous renseignements complémentaires éventuels et signaler toutes omissions, erreurs, ou anomalies avant toutes réalisations et dans un délai permettant de corriger celles-ci,
- Se rendre compte sur place de l'état des lieux concernés et du voisinage,
- Effectuer tous les examens, sondages, relevés, etc. qu'elle jugerait nécessaires,
- Recueillir auprès des Services Publics et de toutes personnes habilitées, tous renseignements permettant d'apprécier l'ensemble des sujétions et aléas d'exécution.

Elle devra en outre se conformer à l'ensemble des Normes et DTU en vigueur, et plus particulièrement en ce qui concerne la réglementation en matière de Sécurité Incendie. Bien que non joints au dossier Projet dans leur intégralité ces documents sont réputés connus de l'Entreprise qui en reconnaît le caractère contractuel. Le présent descriptif même s'il est matériellement dissocié n'a de valeur qu'associé aux descriptifs des autres corps d'état. Il est indispensable que l'Entreprise du présent corps d'état prenne connaissance des Descriptifs des autres corps d'état.

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du dossier de consultation, l'Entreprise devra relever sur place tous les renseignements qui lui seront nécessaires pour établir son prix forfaitaire. En particulier, lui seront parfaitement connus :
Les contraintes relatives au site occupé si c'est le cas.

Les modalités et difficultés de circulation et de stationnement.
Les sujétions des règlements administratifs en vigueur se rapportant à la sécurité sur le domaine public.
L'enquête préalable concessionnaires et services de sécurité.

En conséquence, l'Entreprise attributaire sera réputée avoir pris parfaite connaissance des lieux et avoir appréciée, sous sa seule et entière responsabilité, la nature et l'importance des travaux à exécuter, les difficultés d'exécution, les moyens d'accès, les mesures de sécurité à prendre (préservation des riverains, des voies publiques limitrophes, etc.).

L'Entreprise devra s'assurer que tous les documents écrits ou graphiques qui lui ont été remis ainsi que toutes les informations qu'elle aura recueillies sont suffisantes et concordantes. Elle signalera au Maître d'Œuvre toutes incohérences ou anomalies qu'elle aurait pu constater.

En aucun cas l'Entreprise ne pourra revenir sur le prix global et forfaitaire soumissionné sous prétexte d'un manque d'information, d'erreurs ou d'omissions, d'appréciations insuffisantes lors du stade de l'Appel d'Offres et devra assurer la complète et parfaite réalisation des ouvrages dans les délais prescrits, conformément aux Règles de l'Art et aux prescriptions contenues dans l'ensemble des pièces écrites. Il ne pourra jamais arguer que des erreurs ou omissions puissent le dispenser d'exécuter tous les travaux de sa profession ou fassent l'objet d'une demande de supplément sur ses prix.

Nota : Les Entreprises concernées pour chaque lot d'exécution se doivent de vérifier leurs propres relevés dans le cadre de la remise de son offre étant entendu que le prix forfaitaire proposé par le présent lot intègre les contraintes du site.

06.2.3.1 Visite du site

Pour répondre correctement à cet appel d'offres, une visite du site est recommandée. Les Entreprises soumissionnaires sont donc invitées à visiter les lieux avant de remettre leurs offres.

L'Entreprise adjudicataire ne peut, en aucun cas, arguer d'une quelconque méconnaissance des lieux en cas de litige sur l'exécution de ses travaux, étant entendu que ces visites préalables sont réputées avoir été faites et avoir levé toute ambiguïté. L'Entreprise ne peut prétendre à aucun supplément sur son prix forfaitaire par suite, soit d'insuffisance de description, soit des difficultés d'accès ou d'organisation de chantier.

06.2.3.2 Reconnaissances des existants

L'Entreprise sera contractuellement réputée avoir procédé sur site à la reconnaissance des existants avant la remise de son offre.

Cette reconnaissance à effectuer portera notamment sur les points suivants, sans que cette énumération ne soit limitative :

- L'état général des existants et leur degré de conservation,
- L'état de vétusté de certains éléments existants, le cas échéant,
- La nature des matériaux constituant les existants,
- L'origine et la provenance des matériaux, matériels et équipements devront être remplacés pour déterminer les possibilités de remplacement à l'identique ou, au contraire, par des fournitures analogues dans le cas où les produits d'origine ne seront plus disponibles sur le marché,
- Les principes constructifs des existants et plus particulièrement les structures porteuses,
- La nature et la constitution des planchers,
- Avoir pris connaissance des plans de ces constructions dans la mesure où ils existent pour en connaître les principes de structure ou, à défaut, avoir déterminé par tous moyens ces principes de structure,
- L'état de conservation et d'entretien des équipements techniques telles que les installations sanitaires, l'électricité, les installations de chauffage, le cas échéant,
- Avoir procédé à toutes les investigations qu'elles auront jugées utiles, sur ces constructions,

Et en général, tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.
L'offre de l'Entreprise sera donc réputée tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance, et comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires.

06.2.3.3 Contraintes environnementales

L'Entreprise sera réputée avoir parfaite connaissances de tous les critères et paramètres concernant l'implantation géographique, le site, la situation, etcs.

L'Entreprise devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour supprimer, ou tout au moins réduire, les dommages qui pourraient être subis en cas de forte tempêtes, ou sinistres éventuels. Ces dispositions pourront être, sans que la liste ne soit limitative :

- Aller au-delà de la règlementation, le cas échéant,
- Effectuer éventuellement un dépassement qualitatif des normes et règlementations régissant les techniques de pose,
- Surveiller la tenue et la densité des fixations mises en œuvre,
- Faire effectuer des essais d'arrachement,
- Effectuer des tests d'étanchéité, etc.

Elle devra, compte tenu de sa parfaite connaissance, procéder au contrôle du projet pour s'assurer qu'il répond bien à la règlementation en vigueur aux lieux des implantations prévues avant la remise de son offre. Dans le cas contraire, elle établira son offre prenant en compte les incidences des modifications qu'elle pourra rapporter pour rendre le projet conforme à la règlementation en vigueur.

06.2.3.4 État des lieux

L'Entreprise devra établir un état des lieux des existants avant le début des travaux, plus précisément à la réception du support, et à la fin des travaux.

Cet état des lieux sera établi par un huissier de justice, agréé, en présence du maître d'ouvrage, du maître d'œuvres et des Entreprises concernées.

06.2.3.5 Protection des ouvrages existants

Lors de toute exécution des travaux dans des ouvrages existants, l'Entreprise devra prendre toutes dispositions et toutes précautions utiles pour assurer, dans tous les cas, la conservation sans dommages des ouvrages existants contigus ou situés à proximité.

Ces prescriptions s'entendent tant pour les locaux dans lesquels seront réalisés des travaux que pour ceux utilisés pour le passage des ouvriers, l'approvisionnement des matériaux et la sortie des gravois.

L'Entreprise devra pendant toute la durée des travaux :

- La protection mécanique contre les ébranlements et les chocs,
- La protection des arêtes et saillies contre les épaufrures,
- La protection des divers revêtements avant mise en service,
- La protection à la chute par tous moyens agréés au droit de toutes les ouvertures sur vide, (trémies, etc.). Ces protections seront maintenues jusqu'à la fin du chantier même dans le cas d'achèvement des travaux de Gros Œuvre avant les corps d'état secondaires.

Devront particulièrement être protégés dans la mesure où ils ne seront pas à remplacer dans le cadre des travaux prévus :

- Les revêtements de sols et plus particulièrement ceux en tapis textile, moquettes, parquets, ainsi que ceux en marbre ou pierre.
- Les fenêtres donnant sur la cour et pouvant être impactées par les travaux.
- Les ouvrages en bois apparent et les chenaux, le cas échéant,

Selon la nature des travaux à réaliser, il devra être mis en place tous les dispositifs nécessaires à cet effet.

06.2.3.6 Conservation des abords

Les abords des bâtiments, et plus particulièrement les espaces plantés, voiries, devront être sauvegardés en leur état initial avant travaux.

L'Entreprise dont les travaux nécessiteront la mise en place d'échafaudages, de monte-matériaux, d'échelles, etc., devront prendre toutes dispositions pour ne pas causer de dégradations aux espaces en abord du bâtiment.

06.2.3.7 Objets et vestiges trouvés sur le site

En cas de découverte fortuite de monuments, de ruines, mosaïques, éléments de canalisations antiques, vestiges d'habitations ou de sépultures anciennes, inscriptions et plus généralement objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art, l'archéologie, la numismatique, etc. l'Entreprise doit obligatoirement le signaler au maître d'œuvre et faire une déclaration réglementaire auprès de la mairie de la commune concernée.

L'Entreprise devra immédiatement cesser toute activité sur le site et elle ne devra pas déplacer ces découvertes sans autorisation du maître d'ouvrage. Les travaux pourront être repris après autorisation du maître d'ouvrage.

L'Entreprise n'a aucun droit sur les objets et matériaux quelconques découverts sur le chantier au cours de la phase travaux, notamment lors de la démolition et des terrassements.

06.2.3.8 Démarches et autorisations administratives

L'Entreprise aura à sa charge l'ensemble des démarches pour toutes les demandes d'autorisation administratives, et notamment les autorisations d'utilisation de voiries (le cas échéant) auprès de la commune concernée.
Elle devra également faire toutes les déclarations d'intention de travaux auprès des concessionnaires des réseaux.
Pour toutes ces démarches, l'Entreprise sera tenue d'informer le Maître d'ouvrage.

06.2.3.9 Réception du support

L'Entreprise est tenue responsable, par principe, de l'acceptation du support sur lequel elle va réaliser ses travaux.
Ainsi, elle devra, avant d'entreprendre les travaux, évaluer si les supports sont aptes à recevoir son ouvrage. Dans le cas où elle les estime inacceptables, elle devra informer le maître d'œuvre avant de commencer son travail. L'absence de réserve valant acceptation du support.
Lorsque les ouvrages de l'entreprise du présent lot auront pour support les ouvrages réalisés au préalable par une autre entreprise indépendante de celle-ci, ces derniers devront être réceptionnés.
Si l'entreprise du présent lot considère que le support n'est pas conforme, elle devra le signaler au maître d'œuvre et/ou l'OPC tout en le justifiant. Le maître d'œuvre examinera les observations formulées et prendra les décisions nécessaires à l'obtention d'un support conforme. Dans le cas où l'entreprise n'aurait formulé aucune observation écrite avant le début de ses ouvrages, le support sera alors réputé avoir été accepté en l'état ; l'entreprise du présent lot ne pourra en aucun cas se retourner à postériori à l'encontre de l'entreprise ayant livrée son support.

Nota : Les éventuels travaux correctifs nécessaires à la réception d'un support conforme seront entièrement à la charge de l'entreprise ayant réalisée le support au préalable nécessitant une mise en état de recevabilité. Si celle-ci n'est pas en mesure de réaliser ces travaux dans un délai raisonnable défini par le maître d'œuvre, l'entrepreneur en aval ou un autre intervenant pourra être désigné par le maître d'ouvrage pour la remise en conformité du support. Les coûts engendrés par cette correction seront à la charge de l'entreprise ayant initialement réalisée le support en défaut.

06.2.4 Obligations générales des Entreprises

L'Entreprise titulaire du présent lot ainsi que l'ensemble de ses sous-traitants, le cas échéant, devront fournir leurs qualifications techniques correspondant aux prestations de technicité dite « Confirmé ». Le cas échéant, elles devront apporter des preuves d'exécution en propre équivalente.

Les travaux comprendront la fourniture de tous les matériaux et l'exécution de toutes les tâches nécessaires à l'achèvement complet des ouvrages sans restriction ni réserve.

L'Entreprise devra prévoir tous les travaux, décrits ou non, découlant implicitement des plans et pièces écrites. Elle devra tenir compte des contraintes liées, tant sur le plan de la sécurité que de l'organisation du chantier, pour la protection des personnes et des équipements.

06.2.4.1 Règles d'exécutions générales

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art avec toute la perfection possible et selon les meilleurs techniques et pratiques en usage.

À ce sujet, il est formellement précisé aux Entreprises qu'il leur sera exigé un travail absolument parfait et répondant en tout point aux règles de l'art, et qu'il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées.

La réfection de tous travaux reconnus défectueux par le maître d'œuvre jusqu'à satisfaction totale sera implicitement à la charge de l'Entreprise, de même que tous les frais de réfection des dégâts éventuels causés aux ouvrages des autres corps d'état, et aucune prolongation de délai ne sera accordée.

Aucune mesure ne devra être prise à l'échelle des plans. En cas d'erreurs, d'imprécisions et de manque de côtes, l'Entreprise les signalera en temps utile pour que les précisions nécessaires lui soient données par le Maître d'Œuvre. L'inobservation de cette clause entraînera la responsabilité de l'Entreprise eu égard aux modifications nécessaires tant pour les travaux de son corps d'état que pour celles des autres corps d'état.

06.2.4.2 Qualifications des Entreprises

Les Entreprises devront produire et joindre à leur offre, les photocopies de leur carte de qualification professionnelle et de leur police d'assurance obligatoire.

06.2.4.3 Responsabilités des Entreprises

Une fois que le Marché est signé et la commande est passée, l'Entreprise exécutera, sans pouvoir prétendre à un supplément de prix, tous les ouvrages qui, quoique non explicitement prévus aux pièces écrites et plans, s'avèrent nécessaires à un complet et parfait achèvement des travaux, conformément aux DTU et aux "Règles de l'Art".

L'acceptation, par le Maître d'Œuvre, du projet présenté ainsi que de tous les calculs et dessins s'y rattachant ne diminue en rien la responsabilité de l'Entreprise.

L'Entreprise sera rendue responsable de la qualité et du bon fonctionnement des installations qui lui seront confiées, ainsi que du respect des performances exigées dans le présent document.

Elle devra en conséquence, effectuer pour son propre compte et sous sa seule responsabilité, tous les calculs, respecter les référentiels techniques et règlementaires en vigueur, ainsi que les mises en œuvre des matériaux, matériels et équipements nécessaires pour lesquelles les précisions du présent document seront à considérer comme à titre indicatif définissant des prestations minimales. Elle lui incombera de choisir les matériaux et produits les mieux adaptés aux différents critères imposés par les impératifs de chantier, dont la nature et le type répondant aux impératifs d'utilisation, les conditions particulières rencontrées pour le chantier, la compatibilité des matériaux entre eux.

Jusqu'à la réception des travaux, l'Entreprise adjudicataire demeurera seule responsable des matériaux et matériels fournis et de leur conformité avec les prescriptions du marché.

En toutes circonstances, l'Entreprise demeurera seule responsable de tous les dommages ou accidents causés à des tiers lors et/ou par suite de l'exécution des travaux résultant, soit de son propre fait ou de son personnel.

06.2.4.4 Conditions particulières d'exécution des travaux en milieu occupé

L'offre forfaitaire de l'entreprise devra tenir compte et comprendra toutes les sujétions particulières en site occupé.

À cet effet, tant pour les locaux intérieurs que pour les abords du bâtiment, l'entreprise devra mettre tous les moyens en œuvre tels que précisés dans le CCTP de façon à limiter la gêne au personnel, aux résidents et aux intervenants, les troubles de jouissance et tous risques corporels ou matériels dus à l'utilisation par ces tiers des espaces extérieurs et/ou intérieurs et notamment des circulations piétonnes aux abords du bâtiment ainsi que des circulations verticales et horizontales.

L'entreprise devra la réalisation d'un confinement des zones d'intervention, la mise en place de tout dispositif pour empêcher la transmission des poussières hors de ces zones, et selon les prescriptions de la règlementation incendie de l'ouvrage.

06.2.4.5 Contrôle des ouvrages

D'une manière générale, tous les contrôles internes nécessaires dans les différentes phases de préparation d'exécution des travaux, ainsi que les étapes d'essais avant réception seront programmés et respectés.

Le contrôle interne auquel seront assujetties les entreprises devra être réalisé à différents niveaux, conformément au CCAP définissant l'établissement d'un plan qualité.

L'entreprise devra alors assurer son propre auto-contrôle, et en remettre au maître d'œuvre une copie des fiches et/ou compte rendus.

Les contrôles seront réalisés :

- Au niveau de l'implantation des ouvrages,
- Au niveau du stockage,
- Au niveau des interfaces entre les différents corps d'état,
- Au niveau du niveau fini de l'existant,
- Au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre,
- Au niveau des essais.

Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans des Procès-Verbaux (PV), qui seront transmis pour examen à la maîtrise d'œuvre d'exécution et au contrôleur technique.

Nota : L'intervention d'un contrôleur technique étant prévue par les documents contractuels, l'Entreprise du présent lot sera tenue, à tout moment de son intervention (étude, exécution, période de garantie, etc.) de se conformer aux avis, directives et instructions des représentants habilités du Bureau de Contrôle.

06.2.5 Contenues du prix du marché – Consistance des travaux

Les travaux à exécuter au titre du présent lot comprennent la fourniture et la mise en place de tous les éléments et produits nécessaires à la bonne tenue et au parfait achèvement des ouvrages, dont notamment :

- L'amenée, la mise en place, la maintenance, le repli et la remise en ordre du site en fin de travaux des installations de chantier, y compris les baraquements de chantier, les moyens de levage, les divers équipements, accès, voiries, bennes de tries, etc.
- Les études, calculs, dessins et de détails, nomenclatures nécessaires à l'exécution des ouvrages,
- La fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de son marché,
- Tous les travaux et fournitures de matériaux nécessaires pour respecter les contraintes,
- Les implantations diverses, tracé des traits des niveaux, matérialisation des aplombs et des nus finis de la coursives, niveau fini des portes projetées faisant l'interaction existant-coursive,
- Toutes les dispositions d'étaiement et protection,
- Tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc.,
- La fixation par tous moyens des ouvrages suivant les règles de l'art,
- La main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, etc., des ouvrages en fin de travaux et après réception,
- L'exécution des nettoyages et l'enlèvement régulier de tous déchets et gravats résultant des travaux et leur transport aux décharges publiques,
- Tous les travaux tels que dépose et débranchement des canalisations existantes, lignes électriques abandonnées ou mise hors service pour le chantier, etc.,
- Les tamponnements des réseaux à maintenir,
- Les démarches administratives auprès des Services Publics, Services Municipaux, Voirie, Assainissement, Services Concessionnaires, VEOLIA, ErDF, GrDF, etc.,
- La remise, au maître d'ouvrage lors de la réception, des notices de fonctionnement et d'entretien.

Pendant la durée des travaux, l'Entreprise devra :

- Effectuer ses propres installations de chantier nécessaires à ses ouvrages mais également installer et entretenir une installation de chantier collective.
- Maintenir la fermeture et la sécurité du site.
- Maintenir les lieux et les abords en parfait état de propreté, conformément aux spécifications de l'Arrêté Municipal portant règlement de Voirie à la Ville ou à la Communauté d'Agglomération.
- La mise à jour, ou l'établissement de tous les plans « comme construit » pour être remise au maître d'ouvrage à la réception des travaux.
- La quote-part de l'Entreprise dans les frais généraux du chantier et le compte prorata, le cas échéant.

06.2.5.1 Conditions du chiffrage

Le présent dossier correspond à un ensemble de documents destinés à aider le soumissionnaire à remettre son prix dans les meilleures conditions.

Il est entendu que les plans du présent dossier de consultation sont les plans directeurs définissant les éléments principaux.

L'Entreprise, par ses compétences professionnelles, prévoira la totalité des ouvrages à réaliser conformément au descriptif. Elle pourra poser par écrit au Maître d'Œuvre toutes les questions qu'elle jugera utiles à la compréhension totale des plans et des termes du devis descriptif. Si elle estime qu'il y a dans le dossier des informations manquantes portant à ambigüité ou non-conformes avec la réglementation en vigueur qui la conduiraient à modifier ou à compléter les dispositions prévues dans ce dossier, elle devra en tenir compte dans l'établissement de son prix. Cette modification s'accompagnerait d'une note explicative séparée et annexée à son offre.

À défaut du respect de cette disposition, l'Entreprise supporterait les charges financières et le cas échéant, les responsabilités judiciaires correspondantes, étant entendu que sa prestation finale devra être conforme à l'ensemble des documents constituant le dossier, ainsi qu'à la réglementation en vigueur et aux règles de l'art.

Lors de la remise de son prix, le soumissionnaire s'engagera sur les documents ainsi définis, sachant qu'aucune interprétation des plans ne sera possible. Le montant ainsi arrêté, restera dans le cadre d'un marché global et forfaitaire.

06.2.5.2 Variantes et options

L'Entreprise pourra proposer toutes les variantes et/ou options par rapport aux matériels, matériaux et/ou principes définis dans le présent document à condition :

- Que la solution de base soit chiffrée ;
- Que les alternatives soient de niveau au moins équivalent à celui défini dans le présent document ;
- Que soient fournis les documents ci-après :
    - Un bordereau de prix détaillé, séparé et annexé à son offre ;
    - Une note explicative motivant le choix de cette variante ;
    - La documentation technique correspondante ;
    - Un tableau comparatif et récapitulatif reprenant la totalité du projet et permettant une analyse des avantages, inconvénients et incidences de coût des différentes variantes par rapport au projet de base.

Les produits référencés dans la charte produits ne pourront, en aucun cas, donner lieu à des variantes.

06.2.5.3 Dépenses d'intérêt commun – Compte prorata

Les dépenses d'intérêt commun et le compte prorata seront traités selon les normes en vigueur.

Pour les marchés privées, le compte prorata est selon la norme NF P03-001 (octobre 2017).

Les marchés publics sont régis par le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 3 mars 2014.

(a) Dépenses d'intérêt commun

Les dépenses d'intérêt commun qui ne correspondent ni à des travaux, ni à des prestations prévues au présent descriptif, et qui ne sont pas affectées par les annexes A et/ou B des normes en vigueur, seront inscrites à un compte prorata.

En aucun cas, les dépenses d'intérêt commun ne comprendront pas les fournitures ou ouvrages destinés à être reçus par le maître d'ouvrage, et qui auraient été omis dans les documents du marché.

(b) Compte prorata

Les modalités de gestion et de règlement du compte prorata seront fixées, en l'absence de convention particulière, par les normes préalablement précitées.

Si une convention particulière était conclue, une copie de cette convention sera adressée pour information au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, dans un délai de quinze jours à compter de sa conclusion par l'Entreprise chargée de la gestion du compte prorata.

À la suite de la réception des travaux, une attestation définissant le décompte définitif sur les situations de chaque Entreprise concernée devra être transmise au maître d'œuvre et maître d'ouvrage.

06.2.6 Prescriptions relatives aux fournitures, matériaux et matériels

06.2.6.1 Échantillons

Dans un délai de 30 jours après notification du marché, l'Entreprise du présent lot présentera pour agrément, les échantillons de tous les matériaux et matériels qui seront définis dans le présent C.C.T.P.
En ce qui concerne le choix des matériaux, l'Entreprise sera tenue d'utiliser les espèces et qualités des matériaux prescrits par le Maître d'Œuvre.

Dans le cas où les mots "Équivalent" ou "Similaire" seront employés dans le présent CCTP, l'Entreprise devra, avant la mise en œuvre, soumettre au Maître d'Œuvre les échantillons et documents techniques concernant les produits ou matériels prévus au CCTP et ceux des produits ou matériels proposés en substitution. Seul le Maître d'Œuvre pourra apprécier s'il y a équivalence ou similitude et décidera du choix à retenir.

Pour certains ouvrages fabriqués et/ou préfabriqués, et dont le nombre d'éléments de même type sera suffisant pour le justifier, le maître d'œuvre aura la faculté de demander à l'Entreprise la mise en place sur le chantier d'un élément à titre de modèle. En fonction de l'avancement des travaux, cet élément pourra être soit mis en place à son emplacement définitif, soit posé au sol sur un support adéquat. Ce modèle servira à la mise au point définitive de l'ouvrage considéré, et l'entreprise devra y apportée toutes les modifications jugées utiles par le maître d'œuvre.

Dans le cas de modifications considérables, le modèle devra être repris par l'Entreprise et remplacé par un modèle conforme.

La présentation de ce modèle devra se faire dans le délai fixé par le maître d'œuvre lors de la demande.

Tous les matériels utilisés seront de la meilleure qualité et seront en provenance des constructeurs réputés. Ils seront conformes aux normes CE. Ils porteront le label de qualité, la marque du fournisseur, le type de la marque. Tout le matériel mis en œuvre devra porter la marque nationale de conformité.

Les matériels et appareillages faisant l'objet d'un agrément ou d'un label de qualité devront avoir obtenu ce label.

Les marques ou usines de production devront être agréées par le Maître d'Œuvre à qui tout le matériel sera soumis à l'acceptation avant commande et emploi.

Les appareils nommément spécifiés en cours du présent descriptif ne le sont qu'à titre indicatif des caractéristiques et garanties requises. Les matériels de qualité équivalente pourront être proposés en variante.

06.2.6.2 Agrément des matériaux

Tous les matériaux de référence différente de celle prévue au CCTP ou dont les caractéristiques ou échantillons n'auront pas obtenu l'agrément du Maître d'Œuvre avant l'exécution, seront refusés lors de la réception.

L'Entreprise présentera obligatoirement un échantillonnage complet des matériaux et matériels qu'elle fournisse.

Elle aura l'entière responsabilité de ses fournitures, que ce soit au niveau des caractéristiques techniques, de l'adaptation aux ouvrages, des délais de livraison, etc.

Le fait que certaines marques soient spécifiées au cahier des charges (cela afin de définir le niveau de prestation voulu, d'entériner des choix de décoration, etc.) ne dispense pas l'Entreprise de ses obligations.

Aucune commande de matériel et aucune mise en fabrication de série ne pourra être passée ou lancée, sinon aux risques et périls de l'Entreprise, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant ne lui aura pas été notifiée par le Maître d'Œuvre.

Les spécifications de la solution de base permettront à l'Entreprise de situer le niveau de qualité de matériel à employer. Toutefois, l'Entreprise sera tenue d'obtenir l'agrément du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Œuvre sur toutes les marques et types de matériels proposés sur le chantier.
Les colles de revêtement de sol auront le label EMICODE EC1.

Les produits éco-labellisés seront favorisés et la classe d'émission A ou A+ sera systématiquement exigé concernant les COV et le formaldéhyde.

06.2.6.3 Contrôle et réception des matériaux et matériels sur chantier

Le maître d'œuvre se réserve le droit de procéder à des contrôles de conformité des matériels, matériaux et fournitures diverses sur chantier avant l'utilisation et la mise en œuvre.

Pour les matériels et matériaux conformes aux normes ou relevant d'un avis technique, d'une qualification NF ou d'une certification, le contrôle se bornera à la vérification du marquage et au contrôle de l'aspect et de l'intégrité des produits. Concernant les autres matériaux et matériels, l'Entreprise devra justifier leur conformité. Le cas échéant, le maître d'œuvre pourra faire réaliser des essais par un organisme de son choix, aux frais de l'entrepreneur.

Les contrôles de conformité et, le cas échéant, les essais, se feront dans les conditions définies aux documents normatifs contractuels.

Tous les matériaux et matériels défectueux ou non conformes seront immédiatement remplacés.

06.2.6.4 Matériaux et matériels de récupération

Le maître d'ouvrage aura toujours la possibilité de récupérer certains matériels, matériaux et équipements en provenance des déposes et des démolitions.

Ces matériels, matériaux et équipements seront, le cas échéant, définis au début des travaux. Ils seront déposés avec soin, à trier et à ranger par l'entreprise dans l'enceinte du chantier aux emplacements qui lui sera indiqué en temps utile. Les sujétions de récupération feront partie intégrante du prix du marché.

En dehors de ces éléments récupérés et rangés, l'entreprise aura la liberté de récupérer tous les autres matériaux de son choix, mais elle devra les évacuer du chantier en même temps que les gravois. Tous les autres matériaux, quels qu'ils soient, en provenance des démolitions, qu'ils soient susceptibles de réemploi ou non, seront acquis à l'entreprise, qui pourra en disposer à son gré après l'enlèvement du chantier.

06.2.7 Coordination avec les différents corps d'états

La liaison entre les différentes entreprises concourant à la réalisation du projet devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux. Dans le cadre de cette coordination entre les entreprises :

- L'entreprise du gros œuvre prendra contact avec tous les autres corps d'état afin d'obtenir tous les renseignements en ce qui concerne les ouvrages de finition et les équipements dont l'exécution aura une incidence directe sur la réalisation de ses propres travaux ;
- Chaque entreprise réclamera au maître d'œuvre en temps voulu toutes les précisions utiles qu'elle jugera nécessaires à la bonne exécution de ses prestations ;
- Chaque entreprise se mettra en rapport en temps voulu avec le ou les corps d'état dont les travaux sont liés aux siens afin d'obtenir tous les renseignements qui lui seront nécessaires ;
- Chaque entreprise devra travailler en bonne intelligence avec les autres entreprises intervenant sur le chantier dans le cadre de la coordination de l'ensemble ;
- Toutes les entreprises seront tenues de prendre toutes dispositions utiles pour assurer l'exécution de leurs travaux en parfaite liaison avec ceux des autres corps d'état.

L'Entreprise du présent lot comprendra forfaitairement dans son offre l'aide et la communication aux corps d'état dont les ouvrages auront une incidence directe sur ses propres travaux, et comprendra d'une manière générale.

À aucun moment durant le chantier, aucune entreprise ne pourra se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant, ou ne pas fournir des renseignements, plans, dessins, aux autres corps d'état pour la poursuite de leurs travaux.

Dans le cas où les entreprises n'auront pas fourni les documents nécessaires aux autres entreprises concernées dans les temps et périodes de préparation précédant le début des travaux, celles-ci s'exposeront à des pénalités selon les modalités définies au CCAP.

Dans le cas où les entreprises n'auront pas communiqué, dans les délais prévus, les informations communiquées seraient erronées, elles supporteront seules la mise en conformité incombant les percements, rebouchages renfort nécessaire, etc.

06.2.8 Phasages et logistiques de l'opération

Le projet sera prévu réaliser en site occupé, le présent lot aura à sa charge les installations de chantier et protections pour permettre le fonctionnement de l'établissement dans le respect des normes de sécurité en vigueur pour la totalité du projet et l'ensemble des phases, notamment par :

- Le maintien du nombre d'issues de secours pendant les travaux de réaménagement des locaux.
- La mise en place de cloisons de délimitation étanches à la poussière /et coupe-feu 1h/ entre les zones en fonctionnement et les zones de travaux.
- La mise en place de tapis anti-poussières collant en entrée et sortie de zones et/ou des parois confinées.

Le présent lot interviendra dans le cadre des interventions suivantes dans la partie des travaux qui lui incombent, conformément aux descriptions des ouvrages.

Le site restant en activité durant la durée des travaux. A ce titre, l'entreprise veillera et aura à sa charge toutes les prestations relatives à la diminution des nuisances, sonores, salissures (poussières, etc.), et autres, qui pourraient être générées par la tenue de ses travaux et interventions.

06.2.9 Horaires d'intervention

Les interventions seront limitées à la plage horaire s'étendant de 8 h à 18 h jours ouvrables, mais des dérogations pourront être demandées au maître d'ouvrage pour la possibilité d'intervenir en horaires décalés.

Les interventions pourront être en horaires décalés, nuits, weekends. L'entreprise intègrera dans son offre de prix ces hypothèses.

06.2.10 Pièces contractuelles du marché – Rappel

Les pièces constituant le marché prévalent les unes sur les autres dans l'ordre ci-dessous :
L'acte d'engagement, lettre d'engagement ou la soumission acceptée et ses annexes éventuelles,
Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) comportant :

- Les pièces écrites,
- Les pièces graphiques ou numérisées,
- Les pièces annexes éventuelles.

Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG),
Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG),
Les actes spéciaux de sous-traitants, le cas échéant.

Les clauses techniques générales applicables aux travaux de bâtiment (Normes, DTU) sont réputées connues des parties et ne sont pas jointe matériellement aux pièces du marché.

06.2.11 Documents à remettre

À l'appuis de son offre, l'entreprise devra joindre un dossier technique comportant :

- Le descriptif précis des éléments mis en œuvre, méthodologie,
  - La copie des avis techniques,
  - La copie des labels et certifications,
  - La copie des PV d'essais,
  - Les attestations particulières de mise en service.

L'établissement et la fourniture des documents suivants ne seront pas rémunérés par un prix spécial. Ceux-ci seront implicitement compris dans les prix du marché.

06.2.11.1 Planning d'exécutions des travaux

L'entreprise devra remettre dans son offre un planning détaillé d'exécution de ses travaux. Ce planning reprendra l'ensemble des phasages de chaque mode opératoire du chantier.
L'entreprise aura le choix d'optimiser au mieux, en fonction de ces capacités et moyens, ses propres délais de réalisation des travaux.
À l'issu de la période préparatoire, l'entreprise devra affiner son planning sans modifier ses délais d'exécutions à partir du planning général.

06.2.11.2 Documents à remettre à l'issu de la période préparatoire

À l'issu de la période préparatoire, les Entreprises devront remettre les documents suivants :

- Les plans de phasage des travaux,
  - Le plan d'installation de chantier (PIC),
  - La liste des effectifs et encadrements prévus sur site,
  - Une copie des autorisations administratives faites par l'entreprise,
  - Les démarches règlementaires,
  - PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé).

L'Entreprise sera tenue de produire les plans de détails et notes de calcul justificatifs en temps utile pour que le Maître d'œuvre et le Contrôleur technique disposent d'un temps d'examen suffisant avant tout commencement d'exécution, délai qui ne doit pas être inférieur à quinze jours.
Les dessins seront cotés avec le plus grand soin, tous les détails utiles y seront consignés de la manière la plus minutieuse et la plus complète.
Les dimensions et sections indiquées sur les plans et sur les Cahiers des clauses techniques particulières ne seront considérées que comme des minimas.
L'Entreprise, chargée des travaux, augmentera les sections et les dimensions chaque fois que le calcul en démontrera le besoin et ce, sans aucun supplément de prix.
L'Entreprise devra solliciter l'accord préalable du Maître d'Œuvre lorsque ces augmentations modifieront les gabarits de principe portés sur les coupes et plans de détails.
L'offre tient compte des dimensions définitives après épaisseur (épaisseur des dalles, cotes des ouvrages en béton armé, section des menuiseries, etc.).
Toutes les modifications (éléments supplémentaires, sections supérieures, remplacement des profils, etc.) apportées par le Maître d'Œuvre ou le Contrôleur Technique lors de l'acceptation des plans fournis par l'Entreprise, ne feront l'objet d'aucun supplément de prix lorsque ces modifications seront basées sur des considérations techniques, réglementaires et de conformité aux dispositions architecturales portées sur les plans de principe du Maître d'œuvre.

06.2.11.3 Documents établis pendant le chantier

L'Entreprise du présent lot, aura à sa charge la fourniture des procès-verbaux et des avis techniques des matériaux mise en œuvre sur l'ouvrage en cours de chantier, fourniture en temps utiles pour que le Maître d'œuvre et le Contrôleur technique disposent d'un temps d'examen suffisant avant tout commencement d'exécution, délai qui ne doit pas être inférieur à quinze jours.

L'entreprise devra remettre au maître d'ouvrage, les fiches d'autocontrôles concernant toutes ses réalisations.

06.2.11.4 Documents à remettre à la fin des travaux

Dans le cadre du DOE (Dossier des Ouvrages Exécutés), l'Entreprise du présent lot devra remettre les pièces suivantes :

- Plans de récolement, échelle au choix du maître d'œuvre (plans conformes aux ouvrages réalisés ainsi que les notes de calcul définitives) avec implantation et schémas ainsi que toutes indications sur les éléments mis en œuvre sur le chantier (caractéristiques matériaux, fiches de vérification attestant la réalité et les résultats des essais effectués, etc.) ;
- Fiches techniques des produits mis en œuvre ;
- Notices d'utilisation ;
- Certificats de garantie ;
- Les procès-verbaux ;
- Les avis techniques ;
- Liste des fournisseurs des matériaux utilisés.

Dans le cadre du DIUO (Dossier d'Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage) l'Entreprise du présent lot devra remettre les pièces suivantes :

- Schémas d'installation ;
- Notices de fonctionnement et d'entretien ;
- Procédures pour intervention sur des parties d'ouvrages présentant des risques, notamment en toiture ;
- Contacts lors de la période de parfait achèvement ;
- Ce dossier devra comprendre toutes les informations utiles pour les futurs entretiens ou réparations.

En fin de travaux, l'Entreprise du présent lot devra fournir une attestation de conformité, délivrée par un organisme de contrôle agréé. Ce document devra être transmis au Maître d'Œuvre et au BET avant la réception des ouvrages réalisés. Les frais de contrôle, pour vérification des documents au niveau de la conformité aux normes et ceux pour la délivrance de l'attestation de fin de travaux seront à la charge de l'Entreprise titulaire des travaux.

Les DOE seront remis en 1 exemplaires papiers et 2 exemplaire dématérialisé.

06.2.12 Prescriptions relatives à la sécurité et la santé des ouvriers

06.2.12.1 Sécurité générale du chantier

L'Entreprise devra avoir tenu compte dans sa proposition de toutes les sujétions liées aux contraintes concernant la sécurité et la protection de la Santé tel que défini par la loi N°93-1418 du 31 Décembre 1993, le décret N°94-1159 du 26 Décembre 1994 et le décret N°2003-68 du 24 Janvier 2003, s'agissant notamment des mesures particulières à prendre pour les installations, la gestion du chantier et les documents à produire (D.I.U.O - Dossier d'Intervention Ultérieure sur l'Ouvrage) en vue d'assurer la sécurité et la protection des travailleurs durant la maintenance du bâtiment.

À ce titre, l'entreprise devra prendre les différentes mesures comprenant :

- Les actions de prévention des risques professionnels et de la pénibilité au travail,
- Les actions d'information et de formation,
- La mise en place d'une organisation et de moyens adaptés.

Ces mesures devront être adaptées en cas de changement de circonstances et/ou pour améliorer les situations existantes, et devront être basées sur les principes généraux de prévention.

L'Entreprise devra avoir tenu compte dans sa proposition de toutes les sujétions liées aux contraintes concernant la Sécurité et la Protection de la Santé tel que défini par les textes suivants :

- Loi N°93-1418 du 31 Décembre 1993 ;
- Décret N°94-1159 du 26 Décembre 1994 ;
- Arrêté du 7 Mars 1995 ;
- Décret N°95.543 du 4 Mai 1995 ;
- Décret N°95.607 du 6 Mai 1995 ;
- Décret N°95.608 du 6 Mai 1995 ;
- Code du travail.
- Les demandes du SPS

L'Entreprise devra fournir son plan de prévention avant toutes interventions en faisant ressortir les modes opératoires ainsi que la qualification des risques et remèdes opposés.
L'entreprise devra également fournir les documents demandés par le M.O.E. en vue de l'établissement du D.I.U.O.

Pour les accès et abords des bâtiments, l'Entrepreneur du présent lot devra mettre tous les moyens en œuvre afin d'éviter tous risques corporels ou matériels dus à l'utilisation des espaces extérieurs et notamment des circulations piétonnes (tapis rouge, antipoussière) et circulations voitures aux abords du bâtiment. Un dispositif d'accès contrôlés, de type tourniquet, barrière d'accès, etc., devra être posé aux entrées du site et des zones de chantier.

06.2.12.2 Limitation des nuisances

En complément des dispositions du CCAP, l'Entreprise du présent lot devra, d'une façon générale, limiter les nuisances dues à la réalisation des travaux.

Des dispositions particulières seront précisées lors de l'établissement des calendriers détaillés d'exécution des ouvrages par phases de travaux.

Le niveau sonore des appareils utilisés pour la réalisation des travaux de démolitions, tant pour les ouvrages extérieurs que pour les ouvrages intérieurs au bâtiment devra être le plus faible possible.
Dans tous les cas, les engins de chantier auront les caractéristiques conformes à la dernière réglementation en vigueur à la date de l'exécution des travaux.

L'Entrepreneur devra par ailleurs, se conformer aux dispositions de l'article R 1336-10 (décret 2003 – 462 du 21 mai 2003) du code de la santé publique nouvelle partie réglementaire.

06.2.12.3 Bruit de chantier

La limitation des bruits de chantier devra être traitée par les entrepreneurs, dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur à ce sujet, dont notamment :

- L'article R. 1334-36 du Code de la santé publique concernant « les chantiers de travaux publics ou privés, ou les travaux intéressant les bâtiments et leurs équipements soumis à une procédure de déclaration ou d'autorisation,
- L'article R. 1337-6 du Code de la santé publique, concernant « les bruits de voisinage résultant des chantiers de travaux publics ou privés » qui sanctionne les infractions suivantes :
  - Le non-respect des conditions fixées par les autorités compétentes concernant soit la réalisation des travaux, soit l'utilisation ou l'exploitation de matériels et/ou d'équipements,
  - Le fait de ne pas prendre les précautions suffisantes pour limiter le bruit,
  - Les comportements anormalement bruyants.
- Les arrêtés préfectoraux et municipaux éventuels dont l'entrepreneur du présent Lot est réputé avoir pris connaissance avant le début des travaux.

06.3 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES

Les documents législatifs et contractuels énumérés ci-dessous, bien que non joints au dossier d'Entreprise, seront considérés comme faisant partie intégrante du Marché dans les conditions précisées au CCAP, l'ensemble de ces documents constituant le CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES applicables aux corps d'états intéressés.

06.3.1 Documents d'ordre législatifs

Il s'agit de tous les textes réglementant les travaux de bâtiments et notamment :

- Code de la construction et de l'habitation,
- Les lois,
- Documents Techniques Unifiés,
- Normes Françaises pour le Bâtiment,
- Les arrêtés ministériels, préfectoraux et municipaux,
- Règlement de sécurité,
- Le permis de construire et ses annexes.

06.3.2 Rappel des textes réglementaires

Les travaux du présent lot seront régis par les Normes Françaises lorsque ces matériaux auront fait l'objet d'une normalisation et conformes aux spécifications des différents cahiers des charges établis par le C.S.T.B. sous l'appellation DTU et à tous les textes en vigueur lors de leur exécution. Les ouvrages non traditionnels seront titulaires d'un avis technique du C.S.T.B.

06.3.3 Règlementation Acoustique

L'ensemble des prestations ainsi que la conception du bâtiment sera conforme à la Nouvelle Réglementation Acoustique (NRA).

06.4 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES RELATIVES AUX TRAVAUX DE REVETEMENT DE SOL

06.4.1 Dispositions générales

Documents techniques unifiés – DTU

Les ouvrages seront exécutés conformément aux prescriptions des D.T.U., Normes, Documents Techniques et Règlements en vigueur, notamment :

- DTU 53.2 P1-1 (avril 2007) : Travaux de bâtiment - Revêtements de sol PVC collés - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques (Indice de classement : P62-203-1-1)
- DTU 53.2 P1-2 (avril 2007) : Travaux de bâtiment - Revêtements de sol PVC collés - Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (CGM) (Indice de classement : P62-203-1-2)
- DTU 53.2 P2 (avril 2007) : Travaux de bâtiment - Revêtements de sol PVC collés - Partie 2 : Cahier des clauses spéciales (Indice de classement : P62-203-2)
- DTU 53.1 (NF P 62-202-1) (avril 2001) : Revêtements de sol textiles - Partie 1 : Cahier des clauses techniques (Indice de classement : P62-202-1)
- DTU 52.1 P1-1 (novembre 2010) : Travaux de bâtiment - Revêtements de sol scellés - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques types (Indice de classement : P61-202-1-1)
- DTU 52.1 P1-2 (novembre 2010) : Travaux de bâtiment - Revêtements de sol scellés - Partie 1-2 : Cahier des critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P61-202-1-2)
- DTU 52.1 P2 (novembre 2010) : Travaux de bâtiment - Revêtements de sol scellés - Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales type (Indice de classement : P61-202-2)
- DTU 52.2 P1-1-3 (décembre 2009) : Travaux de bâtiment – Pose collée des revêtements céramiques et assimilés – Pierres naturelles – partie 1-1-3 : cahier des clauses techniques type pour les sols intérieurs et extérieurs + Amendement A1 (Octobre 2014) (Indice de classement : P61-204-1-1-3).

Le caractère de ces documents n'est pas limitatif. La proposition remise par l'entrepreneur doit comprendre implicitement tous travaux et fournitures nécessaires pour le parfait et complet achèvement de chaque ouvrage et ensemble d'ouvrages.

En outre, tous les matériaux répondront aux prescriptions des Normes Françaises les intéressants, ainsi d'ailleurs que tous les produits manufacturés, sans que les fabrications soient soumises à marque et label, elles devront comporter la marque NF.
En ce qui concerne les matériaux au système non traditionnel, seuls seront acceptés ceux ayant fait l'objet d'un agrément CSTB et dont la validité sera confirmée à la passation du marché.
Si en cours de travaux, l'agrément vient à expiration et n'est pas renouvelé, un nouveau matériau ou système sera proposé à l'accord du Maître d'oeuvre. Dans le cas de renouvellement, toutes les réserves faites par le CSTB seront rigoureusement respectées. Dans le cas d'un choix d'un nouveau matériau, celui-ci devra bénéficier d'un agrément dans les conditions ci-dessus

06.4.1.1 Prise de possession

L'Entrepreneur aura pris connaissance de la nature et de l'emplacement du chantier et de toutes les indications sur les plans annexés au présent projet. Les prix tiendront compte de toutes les sujétions pour les possibilités d'accès, de stockage de matériaux et matériels. Ils comprendront ainsi toutes les sujétions pour les difficultés et limites d'accès et les déplacements des engins et véhicules.

06.4.2 Dispositions techniques

06.4.2.1 Accès chantier

L'accès du chantier sera défini d'un commun accord entre l'Entrepreneur et le Maître d'oeuvre, en fonction de l'aménagement futur du chantier prévu au titre du plan d'organisation du chantier, et prendra en compte les contraintes liées à la spécificité du lieu de construction. Le cheminement des engins liés au chantier et les abords du chantier seront maintenus propres, et les dispositions et les moyens nécessaires seront à la charge de l'Entrepreneur.

06.4.2.2 Échantillon

Dès sa désignation, l'entrepreneur du présent lot devra présenter à l'approbation du Maître d'OEuvre, les échantillons et prototypes des diverses fournitures qu'il compte utiliser. Les échantillons et prototypes seront remplacés jusqu'à ce qu'un choix définitif soit intervenu.

06.4.2.3 Prévisions

Les travaux prévus répondront à l'ensemble des prescriptions énoncées dans le CCTP et seront, en outre, assujettis aux dispositions suivantes :

- La nature et l'exécution des ouvrages feront l'objet de certaines adaptations et mises au point à proposer à l'accord du Maître d'OEuvre et du Bureau de Contrôle.
- Les modalités opératoires et matérielles seront adaptées aux implantations, aux possibilités de dessertes, accès, levages et sujétions diverses du terrain.
- Au titre des liaisons avec les autres Corps d'état, les ouvrages concernés devront être complémentaires, coordonnés et sans aucune incompatibilité.

06.4.2.4 Coordination

L'entrepreneur du présent lot établira tous contacts nécessaires et obtiendra tous renseignements utiles avec les autres intervenants ayant des prestations sur ou à proximité des ouvrages qu'il aura à exécuter.

06.4.2.5 Sécurité de chantier

L'Entrepreneur devra se conformer à l'ensemble des dispositions du Code du Travail et des règlements en vigueur à la date d'exécution, l'application de ces dispositions relevant de sa totale responsabilité. De plus, il devra se conformer à toute disposition particulière locale qui sera jugée indispensable par le coordonnateur sécurité, le Maître d'œuvre et le Maître d'Ouvrage, en raison d'impératifs locaux.

06.4.3 Spécification relatives aux travaux

06.4.3.1 Exécution travaux

Les plans d'exécution, d'atelier et de chantier sont à la charge de l'Entreprise.
Les ouvrages liés aux façades, feront l'objet d'études communes d'exécution et d'enclenchement avec les entreprises correspondantes.
Il est rappelé à l'Entreprise que :

- Les incorporations devront être étudiées compte tenu des exigences acoustiques découlant de la réglementation,
- Les essais et contrôles par laboratoires seront faits à la demande du Maître d'OEuvre ou du Bureau de Contrôle. Les ouvrages reconnus défectueux seront démontés et reconstruits à la charge de l'Entreprise.

06.4.3.2 Prescriptions

Les travaux prévus répondront à l'ensemble des prescriptions énoncées dans le CCTP et seront, en outre, assujettis aux dispositions suivantes :

- La nature et l'exécution des ouvrages feront l'objet de certaines adaptations et mises au point à proposer à l'accord du Maître d'OEuvre et du Bureau de Contrôle
- Les modalités opératoires et matérielles seront adaptées aux implantations, aux possibilités de dessertes, accès, levages et sujétions diverses du terrain
- Les fournitures feront l'objet d'accord préalable
- Au titre des liaisons avec les autres Corps d'état, les ouvrages concernés devront être complémentaires, coordonnés et sans aucune incompatibilité.

06.4.3.3 Protections des ouvrages

L'Entrepreneur devra la protection de tous les ouvrages risquant d'être tachés, attaqués ou détériorés. Ces protections seront exécutées avec la dernière perfection, aucune dérogation à cette règle n'étant admise. Ces protections seront dues quelqu'en soit leur nature, y compris frais pour location, pose, dépose et double transport.

06.4.3.4 Mise en œuvre

Les matériaux sont mis en œuvre dans les règles de l'Art selon les prescriptions du fabricant du matériau et de l'avis du C.S.T.B.

06.4.3.5 Nettoyage

Après pose, il doit l'enlèvement des déchets et emballages de ses matériaux. Il est responsable de tous les dégâts qu'il provoque aux ouvrages des autres corps d'état (tâches de colle, marques de doigts sur les portes, enduit sur les plinthes).

06.4.3.6 Réception

Avis d'achèvement des travaux, il sera adressé par l'Entreprise au Maître d'Ouvrage sous forme d'imprimé (Avis d'Achèvement des Travaux) fourni par le Maître d'Ouvrage. Le Maître d'Ouvrage entrera en possession des ouvrages lors de la première visite de réception, si celle-ci est prononcée SANS réserve. De même, il fournira, en fin de travaux un D.O.E. (dossier des ouvrages exécutés), détaillant les plans et les différentes fournitures mises en place lors des travaux.

06.5 DESCRIPTION DES TRAVAUX DE REVÊTEMENT DE SOL

Nota : L'ensemble des revêtements de sol devra bénéficier des avis techniques ou documents techniques en vigueur, attestant de leur compatibilité avec les supports et les locaux concernés.

06.5.1 Travaux de revêtement de sols souples

06.5.1.1 Préparation du support

Les supports destinés à recevoir les revêtements devront être propres, secs, sains, cohérents, rigides, plans et exempts de toute trace ou substance susceptible de nuire à l'adhérence des ouvrages.

L'entreprise devra procéder, préalablement à toute intervention, à une préparation complète des supports comprenant l'ensemble des opérations nécessaires à leur mise en état.

Les prestations comprennent notamment :

- Nettoyage général des supports par balayage et élimination des poussières et déchets ;
- Ponçage des surfaces lorsque nécessaire afin d'obtenir un support compatible avec les revêtements à venir ;
- Dépoussiérage soigné de l'ensemble des surfaces traitées ;
- Élimination des zones instables, parties non adhérentes, traces de plâtre, mortiers, laitances ou souillures diverses ;
- Traitement des fissures, microfissures et joints de dilatation par mise en œuvre de produits adaptés et compatibles avec les systèmes de finition ;
- Reprise ponctuelle des défauts de planéité lorsque nécessaire ;
- Dépoussiérage final par aspiration de l'ensemble des supports avant mise en œuvre des revêtements ;
- Application d'un primaire d'accrochage adapté au support et compatible avec le système de ragréage ou de finition prévu.

Les supports devront présenter un état de surface garantissant une adhérence optimale et la pérennité des revêtements à mettre en œuvre.

Localisation : zones concernées par la pose du nouveau revêtement de sol souple

06.5.1.2 Ragréage

Les travaux comprennent la réalisation d'un ragréage des supports destinés à recevoir les revêtements de sols, ainsi que toutes les sujétions nécessaires à l'obtention d'une planéité conforme aux exigences du projet et aux tolérances en vigueur.

Les interventions seront réalisées sur supports préalablement préparés, propres, secs et dépoussiérés conformément aux règles de l'art.

Le mortier de ragréage sera adapté à la nature des supports existants ainsi qu'au type de revêtement de sol prévu au marché.

Les prestations comprennent notamment :

- Vérification et préparation des supports avant application ;
- Application d'un primaire d'accrochage si nécessaire, compatible avec le support et le système de ragréage ;
- Mise en œuvre d'un mortier de ragréage adapté aux contraintes du chantier ;
- Réalisation de l'épaisseur nécessaire afin d'assurer la planéité des supports ;
- Tirage et finition des surfaces garantissant une régularité parfaite ;
- Traitement des points singuliers et reprises ponctuelles si nécessaire ;
- Contrôle de la planéité et de la qualité de surface après séchage ;
- Protection des ouvrages pendant la prise et le séchage ;
- Nettoyage des zones d'intervention et évacuation des déchets en filières agréées.

Les supports devront présenter une planéité parfaite et être compatibles avec la mise en œuvre des revêtements de sols prévus au marché, sans défaut d'aspect ni irrégularité.

L'ensemble des travaux devra être exécuté conformément aux DTU en vigueur et aux prescriptions des fabricants.

Localisation : zones concernées par la pose du nouveau revêtement de sol souple

06.5.1.3 Revêtement de sol PVC zone tertiaire

Les travaux comprennent la fourniture et la mise en œuvre d'un revêtement de sol en lames PVC, de type Création 55 de chez Gerflor ou techniquement équivalent, dans les locaux concernés par le projet, ainsi que toutes les sujétions nécessaires à une exécution conforme aux règles de l'art.

Le revêtement devra présenter les caractéristiques minimales suivantes :

- Épaisseur totale : 2,5 mm, dont couche d'usure de 0,55 mm ;
- Revêtement PVC flexible à coller, permettant une découpe et une mise en œuvre aisées ;
- Traitement de surface de type Protecshield™ ou équivalent, facilitant l'entretien et limitant les micro-rayures ;
- Classement de réaction au feu : Bfl-s1 selon la norme EN 13501-1 ;
- Certification QB-UPEC avec classement minimal U4P3E2/C2 ;
- Produit sans phtalates (hors contenu recyclé), recyclable à 100 % et intégrant au minimum 35 % de matières recyclées ;
- Classement des émissions dans l'air intérieur : A+ (TVOC).

La pose sera réalisée sur supports préalablement préparés, parfaitement plans, secs, sains et conformes aux prescriptions du fabricant.

Le système de mise en œuvre sera de type collé conformément aux préconisations techniques du fabricant et à la destination des locaux.

Les prestations comprennent notamment :

- Vérification et préparation des supports avant pose du revêtement ;
- Mise en œuvre d'un primaire d'accrochage si nécessaire, compatible avec le système de pose ;
- Pose des lames PVC selon calepinage et prescriptions du fabricant ;
- Réalisation des découpes et ajustements en rives et points singuliers ;
- Traitement soigné des joints et assemblages afin d'assurer la continuité du revêtement ;
- Mise en œuvre des accessoires de finition assortis (plinthes, profils de transition, seuils) ;
- Réalisation des raccords propres avec les ouvrages adjacents ;
- Protection des revêtements pendant la durée des travaux ;
- Nettoyage des zones d'intervention et remise en état de propreté.

Les ouvrages devront présenter une planéité parfaite, une continuité esthétique homogène et une résistance adaptée à un usage tertiaire.

L'ensemble des travaux devra être exécuté conformément aux DTU en vigueur, aux avis techniques applicables et aux recommandations du fabricant.

Localisation : Voir pièces graphiques.

06.5.1.4 Plinthe médium

Les travaux comprennent la fourniture et la pose de plinthes en médium à peindre, d'une hauteur de 10 cm, dans les locaux concernés par les travaux, ainsi que toutes les sujétions nécessaires à leur parfaite mise en œuvre et à leur finition.

Les plinthes seront posées sur supports préparés, avec une mise en œuvre soignée garantissant leur alignement, leur stabilité et la continuité des lignes. Les coupes seront réalisées en coupe d'onglet aux angles rentrants et sortants afin d'assurer une finition propre et régulière.

Les prestations comprennent notamment :

- Fourniture et pose de plinthes en médium à peindre, hauteur 10 cm ;
- Découpes et ajustements soignés, notamment en angles par coupe d'onglet ;
- Pose des plinthes par fixation mécanique de type cloutée, complétée par collage adapté au support ;
- Réalisation des raccords et jonctions entre éléments ;
- Mise en œuvre d'un joint acrylique de finition en partie haute des plinthes ;
- Alignement et réglage des éléments afin d'assurer une continuité esthétique ;
- Protection des ouvrages pendant la durée des travaux ;
- Nettoyage des zones d'intervention et évacuation des déchets en filières agréées.

Nota : la mise en peinture des plinthes est à la charge du lot peinture.

Localisation : Suivant plan de repérage.

06.5.2 Système douche

06.5.2.1 Décaissement pour forme de pente

Les travaux comprennent le décaissement ponctuel de la dalle afin de créer une forme de pente adaptée à l'évacuation des eaux dans la zone de douche.

Le décaissement sera réalisé conformément aux plans et aux cotes définies, en veillant à :

- Obtenir une pente uniforme vers les canalisations d'évacuation ;
- Préserver la stabilité et l'intégrité de la dalle existante ;
- Évacuer les déblais et nettoyer la zone avant les opérations suivantes (ragréage ou pose de revêtement).

Localisation : Bloc douche

06.5.2.2 Préparation du support

Les supports destinés à recevoir les revêtements devront être propres, secs, sains, cohérents, rigides, plans et exempts de toute trace ou substance susceptible de nuire à l'adhérence des ouvrages.

L'entreprise devra procéder, préalablement à toute intervention, à une préparation complète des supports comprenant l'ensemble des opérations nécessaires à leur mise en état.

Les prestations comprennent notamment :

- Nettoyage général des supports par balayage et élimination des poussières et déchets ;
- Ponçage des surfaces lorsque nécessaire afin d'obtenir un support compatible avec les revêtements à venir ;
- Dépoussiérage soigné de l'ensemble des surfaces traitées ;
- Élimination des zones instables, parties non adhérentes, traces de plâtre, mortiers, laitances ou souillures diverses ;
- Traitement des fissures, microfissures et joints de dilatation par mise en œuvre de produits adaptés et compatibles avec les systèmes de finition ;
- Reprise ponctuelle des défauts de planéité lorsque nécessaire ;
- Dépoussiérage final par aspiration de l'ensemble des supports avant mise en œuvre des revêtements ;
- Application d'un primaire d'accrochage adapté au support et compatible avec le système de ragréage ou de finition prévu.

Les supports devront présenter un état de surface garantissant une adhérence optimale et la pérennité des revêtements à mettre en œuvre.

Localisation : zones concernées par la pose du nouveau revêtement de sol souple

06.5.2.3 Ragréage

Les travaux comprennent la réalisation d'un ragréage des supports destinés à recevoir les revêtements de sols, ainsi que toutes les sujétions nécessaires à l'obtention d'une planéité conforme aux exigences du projet et aux tolérances en vigueur.

Les interventions seront réalisées sur supports préalablement préparés, propres, secs et dépoussiérés conformément aux règles de l'art.

Le mortier de ragréage sera adapté à la nature des supports existants ainsi qu'au type de revêtement de sol prévu au marché.

Les prestations comprennent notamment :

- Vérification et préparation des supports avant application ;
- Application d'un primaire d'accrochage si nécessaire, compatible avec le support et le système de ragréage ;
- Mise en œuvre d'un mortier de ragréage adapté aux contraintes du chantier ;
- Réalisation de l'épaisseur nécessaire afin d'assurer la planéité des supports ;
- Tirage et finition des surfaces garantissant une régularité parfaite ;
- Traitement des points singuliers et reprises ponctuelles si nécessaire ;
- Contrôle de la planéité et de la qualité de surface après séchage ;
- Protection des ouvrages pendant la prise et le séchage ;
- Nettoyage des zones d'intervention et évacuation des déchets en filières agréées.

Les supports devront présenter une planéité parfaite et être compatibles avec la mise en œuvre des revêtements de sols prévus au marché, sans défaut d'aspect ni irrégularité.

L'ensemble des travaux devra être exécuté conformément aux DTU en vigueur et aux prescriptions des fabricants.

Localisation : zones concernées par la pose du nouveau revêtement de sol souple

06.5.2.4 Sol souple – bloc douche

Les travaux comprennent la fourniture et la mise en œuvre d'un revêtement de sol PVC compact antidérapant à coller, de type Taralay Sécurité SD ou techniquement équivalent, destiné aux locaux humides du projet (douches, sanitaires et zones présentant un risque de glissance), ainsi que toutes les sujétions nécessaires à une exécution conforme aux règles de l'art.

Le revêtement proposé devra présenter au minimum les caractéristiques techniques suivantes :

- Revêtement PVC compact hétérogène à coller ;
- Décor dans la masse avec couche d'usure comprise entre 0,80 mm et 1,00 mm, intégrant des grains de PVC colorés ;
- Incorporation de particules minérales assurant des performances antidérapantes renforcées ;
- Classement antidérapant B pieds nus selon la norme DIN 51097 ;
- Classement antidérapant R10 pieds chaussés selon la norme DIN 51130 ;
- TVOC après 28 jours : < 100 µg/m3
- Envers en PVC compact renforcé par une grille de verre assurant la stabilité dimensionnelle et la résistance mécanique ;
- Revêtement adapté à une utilisation intensive en locaux humides ;
- Coloris au choix de l'architecte dans la gamme du fabricant.

La pose sera réalisée sur des supports préalablement préparés, parfaitement plans, secs, sains et conformes aux prescriptions du fabricant.

Le système de mise en œuvre sera de type collé en plein, conformément aux recommandations du fabricant.
Les prestations comprennent notamment :

- Vérification et préparation des supports avant pose du revêtement ;
- Mise en œuvre d'un primaire d'accrochage si nécessaire, compatible avec le système de pose ;
- Fourniture et pose du revêtement de sol PVC antidérapant ;
- Réalisation des remontées en plinthe sur l'ensemble du pourtour des locaux ;
- Traitement des angles rentrants et sortants conformément aux prescriptions du fabricant ;
- Réalisation des soudures à chaud des joints assurant la continuité du revêtement et l'étanchéité des ouvrages ;
- Réalisation des découpes et ajustements en rives et points singuliers ;
- Mise en œuvre ponctuelle sur parois verticales d'un revêtement mural de type Calypso ou techniquement équivalent, aux emplacements indiqués sur les pièces graphiques ;
- Réalisation des raccords propres avec les ouvrages adjacents ;
- Protection des revêtements pendant toute la durée des travaux ;
- Nettoyage des zones d'intervention et remise en état de parfaite propreté.

Les ouvrages devront présenter une parfaite continuité, une finition soignée, une résistance adaptée aux contraintes des locaux humides ainsi qu'une sécurité optimale vis-à-vis des risques de glissance.

L'ensemble des travaux devra être exécuté conformément aux DTU, avis techniques, règles professionnelles, normes d'accessibilité et prescriptions du fabricant en vigueur.
Localisation : Bloc douche.

06.5.2.5 Revêtement mural PVC – bloc douche

Les travaux comprennent la fourniture et la mise en œuvre d'un revêtement mural PVC multicouche pour locaux humides, de type Mural Calypso de chez Gerflor ou techniquement équivalent, compatible avec le revêtement de sol mis en œuvre afin d'assurer une continuité parfaite et une étanchéité optimale des ouvrages.

Le revêtement proposé devra présenter au minimum les caractéristiques techniques suivantes :

- Épaisseur totale : 0,92 mm ;
- Largeur des lés : 2,00 m ;
- Structure multicouche comprenant une couche d'usure transparente imprimée et une sous-couche colorée dans la masse ;
- Revêtement adapté aux locaux humides et zones de douche ;
- Émissions de composés organiques volatils : classement A+ (très faibles émissions) ;
- Coloris au choix de l'architecte dans la gamme du fabricant.

La mise en œuvre sera réalisée sur supports préalablement préparés, parfaitement plans, secs, sains et conformes aux prescriptions du fabricant.

La pose sera effectuée sur toute la hauteur des parois dans les zones de douche indiquées aux plans.

Le système de mise en œuvre comprendra une pose collée et des traitements assurant une parfaite continuité avec le revêtement de sol associé.

Les prestations comprennent notamment :

- Vérification et préparation des supports verticaux avant pose ;
- Mise en œuvre d'un primaire d'accrochage si nécessaire, compatible avec le système de pose ;
- Fourniture et pose du revêtement mural PVC sur toute hauteur en zone de douche ;
- Réalisation des découpes, ajustements et raccords en rives et points singuliers ;
- Traitement des angles rentrants et sortants afin d'assurer la continuité du revêtement ;
- Soudure à chaud des joints à l'aide d'un cordon CR40, garantissant l'étanchéité des assemblages ;
- Liaison soignée avec le revêtement de sol afin d'assurer une étanchéité parfaite mur/sol ;
- Nettoyage des zones d'intervention et remise en état de parfaite propreté ;
- Protection des ouvrages pendant toute la durée du chantier.

Le revêtement devra assurer une étanchéité parfaite, une hygiène optimale, une résistance adaptée aux usages en locaux humides ainsi qu'une durabilité dans le temps, tout en facilitant l'entretien.

L'ensemble des travaux devra être exécuté conformément aux DTU en vigueur, aux règles professionnelles, aux normes d'hygiène et d'étanchéité, ainsi qu'aux prescriptions du fabricant.

Localisation : Bloc douche.

06.5.2.6 Pose siphon de sol

Les travaux comprennent la pose du siphon de sol la fourniture du siphon est assurée par le lot CVC.

La pose sera réalisée conformément aux règles de l'art et aux prescriptions du fabricant, assurant une étanchéité parfaite et un fonctionnement correct de l'évacuation.

Localisation : Bloc douche

06.5.3 Travaux de revêtement de sols durs

06.5.3.1 Carrelage

Les travaux comprennent la fourniture et la pose collée de carrelage en grès cérame sur supports préalablement préparés, ainsi que toutes les sujétions nécessaires à leur parfaite mise en œuvre conformément aux règles de l'art.

Le titulaire du présent lot devra soumettre au maître d'ouvrage, pour validation, une sélection de modèles issue d'au moins trois marques différentes proposant des gammes variées et adaptées au projet.

Les carreaux devront présenter un classement UPEC U4.P4S.E3.C2 ainsi qu'une résistance minimale à la glissance PC 35 selon la norme XP P05-011, adaptés à l'usage des locaux concernés et aux contraintes d'exploitation.

La mise en œuvre devra respecter les prescriptions relatives à l'accessibilité des personnes à mobilité réduite (PMR) ainsi que les exigences spécifiques des locaux concernés.

Les prestations comprennent notamment :

- Vérification et préparation des supports avant pose du carrelage ;
- Mise en œuvre d'un mortier-colle adapté au support et au revêtement ;
- Pose du carrelage en grès cérame selon calepinage et prescriptions du projet ;
- Réalisation des découpes et ajustements en rives et points singuliers ;
- Réalisation des joints entre carreaux avec produit adapté et compatible avec l'usage des locaux ;
- Mise en œuvre d'un joint souple périphérique en pied de parois et au droit des éléments verticaux ;
- Réalisation des finitions et raccords soignés avec les ouvrages adjacents ;
- Respect des règles d'accessibilité PMR pour les zones concernées ;
- Protection des ouvrages pendant la durée des travaux ;
- Nettoyage des zones d'intervention et évacuation des déchets en filières agréées.

Les revêtements devront présenter une parfaite planéité, une régularité des joints et une continuité esthétique homogène, sans désaffleurement ni défaut de mise en œuvre.

L'ensemble des travaux devra être exécuté conformément aux DTU en vigueur et aux recommandations des fabricants.

Localisation : WC existant du RDC à côté du bureau 001

06.5.3.2 Plinthe carrelées

Les travaux comprennent la fourniture et la pose de plinthes assorties au revêtement de sol carrelé, destinées à être mises en œuvre en périphérie des locaux concernés, ainsi que toutes les sujétions nécessaires à leur parfaite finition.

Les plinthes devront être compatibles et assorties au carrelage en grès cérame mis en œuvre, afin d'assurer une continuité esthétique et une cohérence d'ensemble des revêtements.

Les prestations comprennent notamment :

- Fourniture et pose de plinthes assorties au carrelage de sol ;
- Adaptation des éléments aux contraintes de calepinage et aux supports existants ;
- Réalisation des découpes et ajustements en angles et points singuliers ;
- Pose collée avec mortier-colle adapté au support et au revêtement ;
- Réalisation des joints entre plinthes et traitement des raccords ;
- Mise en œuvre d'un joint souple en partie haute si nécessaire au droit des parois verticales ;
- Raccords soignés avec les revêtements de sol et les parois adjacentes ;
- Protection des ouvrages pendant la durée des travaux ;
- Nettoyage des zones d'intervention et évacuation des déchets en filières agréées.

Les plinthes devront présenter un parfait alignement, une continuité esthétique et une finition homogène, sans défaut d'aspect ni de mise en œuvre.

L'ensemble des travaux devra être exécuté conformément aux DTU en vigueur et aux prescriptions des fabricants.

Localisation : Zones concernées par la pose du nouveau revêtement de sol, ainsi qu'au droit des cloisons créées dans le poste sécurité, le bureau SAUJ et la zone d'attente des enfants.

06.5.3.3 Reprise du revêtement de sol existant – Zone accueil

Suite à la dépose des cloisons au niveau de l'accueil, l'entreprise devra procéder à la reprise du revêtement de sol uniquement dans les zones impactées par la dépose, les travaux ne devant pas affecter les parties intactes.

Les travaux comprendront :

- La préparation des supports ;
- La fourniture et la pose d'un revêtement de nature, teinte et finition identiques ou équivalentes à l'existant, afin d'assurer une continuité visuelle et esthétique parfaite ;
- Des raccords soignés, sans désaffleurement ni différence de teinte perceptible ;
- Toutes les opérations nécessaires de préparation, ajustement, calepinage et finitions pour un parfait achèvement de l'ouvrage.

Localisation : Salle des pas perdus 2

06.5.4 Travaux de faïence

06.5.4.1 Imperméabilisation sous faïence

Les travaux comprendront la réalisation et mise en œuvre d'un imperméabilisant sous faïence et crédence comprenant :

- Préparation du support avec nettoyage et dépoussiérage,
- Système imperméabilisant sous faïence de type Fermasec de chez WEBER ou équivalent,
- Traitement des points singuliers avec bande de renfort suivant recommandations du fabricant,
- Application d'une première couche,
- Après séchage, application d'une deuxième passe croisée par rapport à la première,
- Compris toutes sujétions de mise en œuvre préconisée par le fabricant.
-

Localisation : Sous revêtement de faïence

06.5.4.2 Faïences

Les travaux comprennent la fourniture et la pose de faïence 10 x 10 cm sur les murs situés en arrière des points d'eau, dans les sanitaires, ainsi que toutes les sujétions nécessaires à leur parfaite mise en œuvre et à leur finition.

Le revêtement sera mis en œuvre sur toute la hauteur des parois concernées, conformément aux plans et aux prescriptions du projet, avec un choix de modèle validé par le client à partir d'une présentation d'au moins trois marques proposant des gammes différentes.

Les prestations comprennent notamment :

- Fourniture et pose de faïence 10 x 10 cm selon choix validé par le maître d'ouvrage ;
- Pose à la règle sur lit de mortier adapté ou système collé conforme aux prescriptions du fabricant ;
- Réalisation des découpes et ajustements en angles, rives et points singuliers ;
- Mise en œuvre de joints de fractionnement et de dilatation conformément aux règles de l'art ;
- Réalisation de joints de 2 mm au coulis de mortier assorti à la teinte des carreaux ;
- Pose sur toute la hauteur des murs des zones de sanitaires concernées ;
- Traitement soigné des raccords avec les équipements sanitaires, menuiseries et ouvrages adjacents ;
- Réalisation des finitions et alignements garantissant une continuité esthétique homogène ;
- Protection des ouvrages pendant la durée des travaux ;
- Nettoyage des zones d'intervention et évacuation des déchets en filières agréées.

Les revêtements devront présenter une parfaite planéité, une régularité des joints et une finition homogène, sans désaffleurement ni défaut d'exécution.

L'ensemble des travaux devra être exécuté conformément aux DTU en vigueur et aux prescriptions des fabricants.

Localisation : Bloc douche et WC Geôle

06.5.5 Travaux divers

06.5.5.1 Barre de seuil

Les travaux comprennent la fourniture et la pose de barres de seuil au droit des changements de revêtements de sols, entre les sols minces et les revêtements contigus, notamment carrelage ou autres types de revêtements, ainsi que toutes les sujétions nécessaires à leur parfaite mise en œuvre.

Les barres de seuil devront assurer une transition propre, durable et sécurisée entre les différents revêtements, en limitant les risques de désaffleurement et de détérioration dans le temps.

Les prestations comprennent notamment :

- Fourniture et pose de barres de seuil adaptées aux types de revêtements en présence ;
- Adaptation des éléments aux différences de niveau entre revêtements si nécessaire ;
- Fixation par système adapté au support (vissage, collage ou système mixte selon configuration) ;
- Réalisation des découpes et ajustements en fonction des configurations des locaux ;
- Traitement soigné des raccords avec les revêtements de sol adjacents ;
- Alignement et mise à niveau des éléments pour assurer une transition régulière ;
- Protection des ouvrages pendant la durée des travaux ;
- Nettoyage des zones d'intervention et évacuation des déchets en filières agréées.

Les ouvrages devront garantir une transition esthétique, stable et durable entre les différents revêtements de sols, sans gêne à la circulation ni risque de désolidarisation.

L'ensemble des travaux devra être exécuté conformément aux règles de l'art et aux prescriptions des fabricants.

Localisation : zones concernées par la pose des nouveaux revêtements de sol